

## CHAPITRE 4

# Opportunités économiques



*Que vous soyez une jeune femme ou un jeune homme, vous vous dites : “Tout de même, après toutes ces années d'études et de sacrifice, vous vous retrouvez à rester à la maison. Même si en dépit de tout, vous essayez de travailler, cela vous affecte psychologiquement ... cette vie, vous ne satisfait pas. Vous préféreriez vivre dans de meilleures conditions, dans un meilleur environnement.”*  
Jeune femme diplômée, sans emploi, Tataouine (Sud de la Tunisie).

Ce chapitre met en évidence les opportunités économiques accessibles aux jeunes femmes et jeunes hommes tunisiens, et présente l'état général de l'emploi et de l'entrepreneuriat, à la fois dans les secteurs formels et informels. Les résultats soulignent que d'importantes disparités régionales et de genre existent au niveau des perspectives d'emploi des jeunes, ce qui a été également documenté dans une étude récente de la Banque mondiale sur les résultats du marché de l'emploi en Tunisie.<sup>1</sup> La plupart des emplois disponibles n'offrent pas de contrat formel, ce qui a pour conséquence une sécurité de l'emploi ou un accès à la sécurité sociale limité.<sup>2</sup> Enfin, une section séparée sur l'auto-emploi met en évidence le potentiel entrepreneurial important des jeunes Tunisiens, tout en notant l'accès limité au financement et des implications quant à la réglementation excessive pour les jeunes travailleurs indépendants.

#### 4.1 Opportunités d'emploi

Malgré les politiques de la Tunisie sur l'égalité des genres, peu de jeunes femmes tunisiennes sont employées. Moins d'un cinquième des jeunes femmes en Tunisie rurale (18,5%) et moins de deux sur cinq jeunes femmes en Tunisie urbaine (39,8%) ont un emploi.<sup>3</sup> Parmi la jeunesse tunisienne qui a terminé ses études et se trouve sans emploi (NEET), les taux sont nettement plus faibles chez les femmes que chez les hommes (voir graphique 4.1).<sup>4</sup> L'emploi des femmes est particulièrement faible dans le Sud (8,3% en milieu rural, 17,2% en milieu urbain) et à l'intérieur (16,1% en milieu rural, 34,3% en milieu urbain), comparé aux jeunes femmes qui travaillent dans la région côtière (27,5% en milieu rural, 45,9% en milieu urbain). L'emploi des jeunes hommes est très faible dans l'ensemble, même dans la région côtière (58,1% en milieu rural, 68,0% en milieu urbain), suivi par le Sud (53,6% en milieu rural, 60,3% en milieu urbain), et à l'Intérieur (48,9% en milieu rural, 56,6% en milieu urbain). Dans l'ensemble, entre un tiers et la moitié des jeunes hommes qui, en principe pourraient travailler, se retrouve sans emploi, ce qui implique une perte importante de la production économique.

Les chances des jeunes pour trouver un emploi dépend d'abord et avant tout de leurs antécédents familiaux. L'analyse de régression montre que l'éducation paternelle compte plus que la scolarisation d'un jeune pour déterminer si ce dernier pourra trouver un emploi, de même que la richesse des ménages semble également jouer un rôle important dans la recherche d'emploi (voir graphique 4.1). Ce qui suggère que les facteurs qui ne peuvent être contrôlés directement par la régression – telles que les connections familiales et la qualité de l'éducation, qui sont tous deux susceptibles d'être en corrélation avec l'éducation paternelle – jouent un rôle prépondérant dans la recherche d'emploi chez les jeunes.

#### Exclusion Régionale

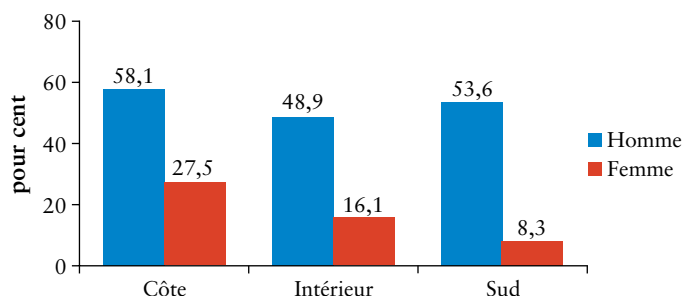
*[Président] Bourguiba a développé la région de Monastir, [le président] Ben Ali a développé Sousse, mais les régions de l'intérieur ont été oubliées. L'État doit traiter les régions de manière équitable. Compte tenu du taux de chômage à Sidi Bouzid qui s'avère être le double de celui de Sousse, ils devraient cesser d'investir à Sousse jusqu'à ce que les autres régions aient rattrapé, alors, tout le monde serait heureux. Avec de telles mesures, l'égalité pourrait être établie entre les régions. Jeune homme chômeur diplômé, Sidi Bouzid.*

Les jeunes Tunisiens sont confrontés à de faibles opportunités d'emploi, en particulier à l'intérieur et dans le Sud, selon un récent rapport sur les résultats de la fracture spatiale sur le marché de l'emploi.<sup>5</sup> En fait, parmi les causes sous-jacentes de la révolution de 2011, l'on note la marginalisation spatiale, économique et politique de la société dans certaines parties du pays en faveur de la région côtière.<sup>6</sup> Une analyse plus récente affirme que les soulèvements se sont répandus entre les communautés marginalisées à travers le pays, dans ce qui a été décrit comme «proximité socio-économique», plutôt que proximité géographique.<sup>7</sup>

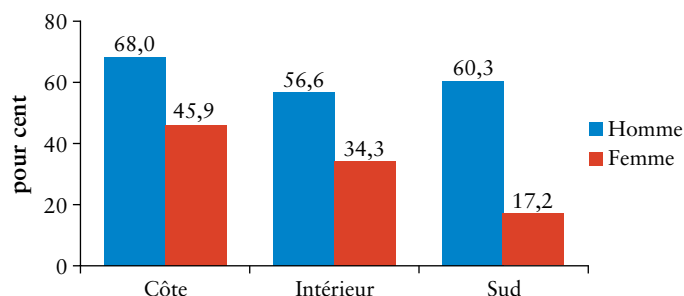
La migration des jeunes renforce davantage les disparités régionales et les divisions urbaines et rurales existantes. La migration des jeunes prive les zones rurales d'une jeune

## Graphique 4.1 : L'emploi chez les jeunes Tunisiens

### a. Rural



### b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations.

main-d'œuvre qualifiée limitée, tout en alimentant les banlieues pauvres sans cesse croissantes de la Tunisie urbaine. En fait, la migration démontre l'incapacité de l'arrière-pays rural de s'aligner sur un modèle économique de haute productivité. Dans ce cercle vicieux, les jeunes de l'intérieur se considèrent comme victimes de négligence et d'inégalités régionales. La migration des jeunes ajoute encore à la pression sociale dans les zones urbaines, incapables d'absorber le nombre rapidement croissant de jeunes travailleurs non qualifiés. Les jeunes tunisiens ne migrent pas seulement pour des questions d'emploi, mais également pour sortir de la pression sociale dans les communautés rurales, ce qui retarde dans la prise de nombreuses décisions importantes et résulte en des frustrations supplémentaires chez les jeunes. Pour de nombreux jeunes, la migration est perçue comme une expérience traumatisante, un exil de la famille ou de la communauté. Les jeunes décrivent le fait de quitter la maison et le soutien affectif et matériel de la famille, des amis, du voisinage et du café pour une zone urbaine comme un sacrifice « où personne ne me voit », plutôt que comme une aventure.

Les jeunes du milieu rural continuent à migrer vers les villes, espérant échapper aux zones rurales, malgré le manque de bons emplois dans les zones urbaines. Près de 90,2% des ménages ruraux signalent que des membres directs de famille<sup>8</sup> ont migré vers les zones urbaines, en majorité des jeunes frères et sœurs ruraux. L'exode rural continue d'être une voie de sortie importante pour les jeunes ruraux, en particulier pour les hommes. Près d'un quart des migrants de sexe masculin se sont dirigés vers le Grand Tunis (24,6%), 31,7% dans d'autres villes, ou 15,3% à l'étranger. Un peu plus d'un quart (28,4%) des migrants de sexe masculin venant des ménages ruraux a déménagé dans une autre zone

rurale (voir graphique 4.4). En revanche, relativement peu de jeunes femmes migrent vers le Grand Tunis (16,7%), d'autres villes (32,2%), ou à l'étranger (2,4%). Près de la moitié des frères et sœurs des femmes qui ont migrés ont déménagé dans d'autres zones rurales (48,8%).

**Les jeunes chômeurs se disputent les quelques emplois qui sont disponibles.** Il est parfois perçu que les jeunes migrants ruraux acceptent de travailler pour des salaires beaucoup plus faibles que ceux des travailleurs non qualifiés en Tunisie urbaine.

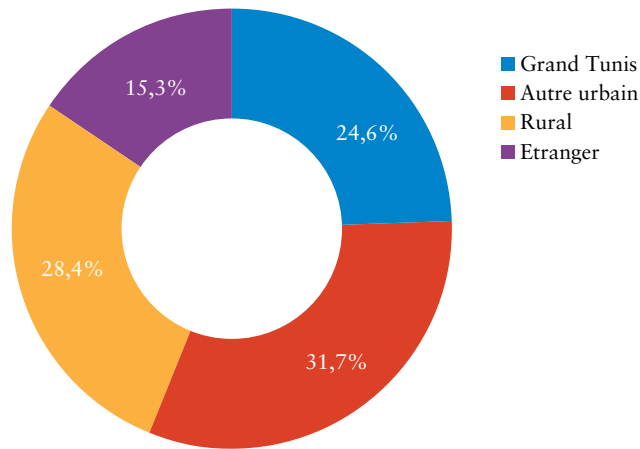
*Ceux qui viennent de zones rurales sont prêts à travailler pour des salaires nettement inférieurs. Tunis est envahie par les migrants, alors que d'autres régions du pays sont vides, et les habitants de Tunis ne peuvent pas trouver d'emploi. Je pense qu'un visa ou titre de séjour pour vivre en ville devrait être mis en place, afin d'éviter un surpeuplement. A Tunis, il n'y a pas plus d'espace nulle part. Travailleur informel, Tunis (zone côtière de Tunisie)*

### Exclusion basée sur le genre

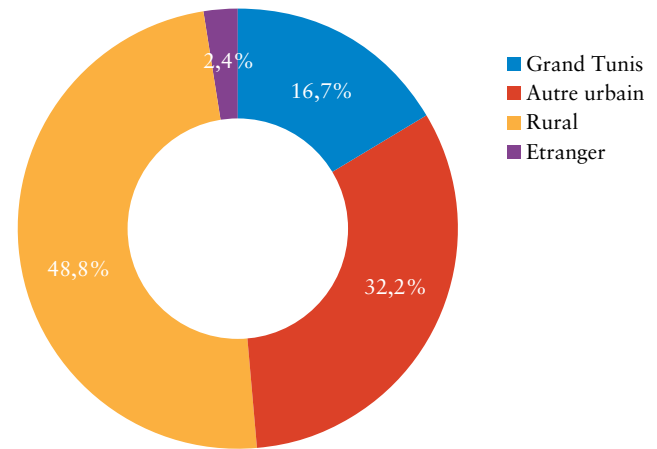
L'exclusion basée sur le genre reste un défi de taille pour les jeunes femmes tunisiennes qui tentent d'accéder au marché de l'emploi. La Tunisie a accompli des progrès considérables pour réduire les écarts entre les genres tant au niveau des résultats scolaires que dans le secteur de la santé, mais les investissements dans le développement humain ne se sont pas encore traduits par des taux plus élevés de participation des femmes à la vie économique.<sup>9</sup> Plusieurs méthodes établies sont disponibles afin de mieux comprendre la discrimination

Graphique 4.2 : Destinations des migrants ruraux par genre

a. Homme



b. Femme



Source : Banque mondiale 2012d.

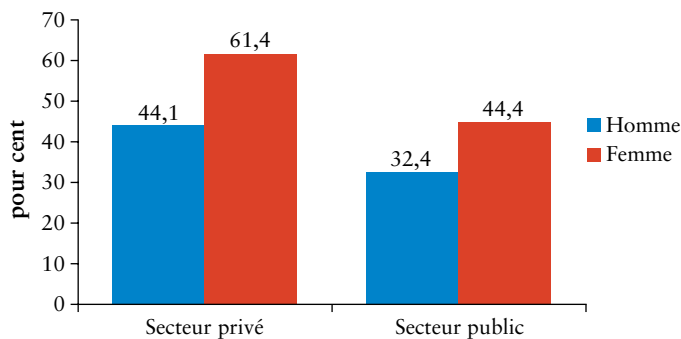
Note : Ce graphique reflète tous les migrants existants qui sont apparentés aux jeunes des milieux ruraux.

entre les genres, y compris l'expérience et les perceptions auto-déclarées et l'analyse de régression de salaire en vigueur. Le graphique 4.3 présente les perceptions des jeunes gens et des jeunes femmes du milieu rural en Tunisie sur la discrimination basée sur le genre sur le marché du travail.<sup>10</sup> Près des deux tiers (61,4%) des femmes interrogées indiquent qu'elles sont victimes de discrimination lors de la recherche d'emploi dans le secteur privé. Un nombre plus restreint, mais encore considérable (44,4%) constatent une discrimination basée

sur le genre dans le secteur public. Une grande partie de jeunes hommes conviennent que la discrimination contre le recrutement des femmes existe : 44,1% dans le secteur privé, et de 32,4% dans le secteur public.

La discrimination à l'égard des femmes est préjudiciable à leur participation sur le marché de l'emploi et au potentiel de développement de la Tunisie. Comme le souligne le Rapport Mondial sur le Développement de 2012, « l'égalité des genres est une économie intelligente » et impacte le développement.<sup>11</sup> Donner aux femmes et aux hommes un accès égal à l'éducation, aux opportunités économiques, et aux actifs a le potentiel de stimuler la productivité. La recherche qualitative démontre que de nombreux jeunes hommes ne croient pas qu'il est important pour les femmes d'avoir un emploi, car l'homme est traditionnellement considéré comme le chef de famille. Cependant, il s'avère de plus en plus nécessaire d'avoir deux revenus pour maintenir les ménages, et l'employabilité peut être un atout pour les jeunes femmes, tel que le commente un diplômé.

Graphique 4.3 : Perception de discrimination basée sur le genre dans le secteur privé par rapport au secteur public en Tunisie rurale



Source : Banque mondiale, 2012d

Note : Ce graphique se réfère aux jeunes ruraux Tunisiens.

*Aujourd'hui, les homes ne cherchent plus une femme au foyer, mais préfèrent une femme qui travaille et rapporte de l'argent. Et ils ont raison. Femme diplômée sans emploi, Tunis*

Les préoccupations familiales concernant la sécurité des femmes et la bienséance sociale continuent de limiter la participation des jeunes femmes sur le marché de l'emploi. Il

existe moins d'opportunités pour les femmes de travailler à l'extérieur de la maison, en particulier dans la région du Sud, en raison d'un manque de diversification économique d'une part, et d'autre part à cause du nombre limité d'emploi considéré comme approprié pour une jeune femme par sa famille. Les données qualitatives montrent que les normes sociales continuent de limiter la mobilité des jeunes femmes pour travailler (voir encadré 4.1 sur la formation de la famille). Vivre loin du milieu familial serait toléré par certaines familles si le travail était considéré comme socialement acceptable et s'il augmentait les perspectives de mariage de la jeune femme : ce serait un emploi approprié à sa formation et de préférence dans le secteur public. Certaines des jeunes femmes participant au sondage ont indiqué que le fait de rester dans leur région d'origine pourrait être considérée comme une imposition plutôt qu'une aspiration. Contrairement aux jeunes hommes, elles ne peuvent accepter des emplois à court terme comme des «des remplacements», qui pourraient déboucher sur des compétences pertinentes. Compte tenu de la rareté des emplois considérés comme appropriés, les femmes diplômées

peuvent faire face à des années de chômage en attendant leur transition supposée dans les rôles d'épouses et de mères.

*Nos parents nous ont encouragés à étudier et travailler. Mais c'est toujours dans des limites qui ont été définies pour nous, et au-delà desquelles nous ne pouvons aller. C'est une question de mentalité. Les gens ici pensent que les filles ne peuvent travailler que comme professeur ou une infirmière ; ce sont des professions respectables, décentes. Je suis seulement autorisée à être une enseignante et rien d'autre. Je ne pourrais pas travailler comme guide touristique, ou dans une usine, ou quoi que ce soit d'autre. Et pire encore, le travail devrait se trouver dans le Sud de la Tunisie. Je ne pourrais même pas rêver de travailler loin de la maison.* Femme diplômée, Médenine (Sud tunisien)

**Cependant, poussé par les besoins économiques de leur famille, un nombre important de jeunes femmes issues de l'intérieur et des régions du Sud travaillent.** Ces jeunes femmes travaillent généralement dans des usines situées sur la côte,

### Encadré 4.1 : Formation de la famille

Certains segments de la société tunisienne perçoivent la possession d'un diplôme d'une institution d'enseignement supérieur comme un fardeau, en particulier chez les jeunes femmes, et ce à plusieurs égards. Ces jeunes femmes deviennent effectivement restreintes par leur propre initiative et leur réussite scolaire du fait que les hommes pourraient percevoir les femmes diplômées comme possédant une plus grande autonomie que celle qui leur est promise dans une culture patriarcale et par conséquent, risquent de les considérer comme inappropriée en tant qu'épouses potentielles. En outre, si le diplôme ne résulte pas en un l'emploi, la jeune femme doit retourner à la maison à ce qui, dans certains cas, équivaut en grande partie à une vie isolée, en particulier dans les régions de l'intérieur et du Sud. En outre, le secteur d'emploi de la femme détermine en grande partie si oui ou non elle reste appropriée pour le mariage. Considérant que les normes sociales en vigueur permettent à une jeune femme de travailler comme infirmière ou enseignante, elles s'opposent à la plupart des emplois dans la plupart des autres domaines.

Néanmoins, les jeunes femmes tunisiennes estiment que l'éducation et les qualifications professionnelles sont des atouts importants pour un mariage potentiel étant donné que les conditions économiques rendent de plus en plus difficile la gestion d'un ménage avec un seul salaire. Cette notion que les deux époux peuvent travailler est tout aussi fréquente chez les jeunes femmes non-diplômées qui ont exprimé l'importance de contribuer aux finances du ménage. Selon les mots d'une jeune femme « *La vie est encore plus difficile de nos jours. Il est nécessaire que les deux membres du couple travaillent* ».

Le statut professionnel et les diplômes affectent les perspectives de mariage pour les jeunes hommes tunisiens également, quoique d'une manière différente. Sur le plan social, de nombreuses familles préfèrent que leurs filles épousent un homme qui a un emploi, quel que soit le diplôme. Par conséquent, les hommes chômeurs diplômés possèdent peu ou pas d'avantage comparatif par rapport aux chômeurs non-diplômés. Ce qui résulte au manque de statut social qui est attribué aux hommes chômeurs diplômés et qui risque de dissuader les couples potentiels de se fiancer par crainte d'être refusé par la belle famille ou, pire encore, les fiançailles pourraient être rompues prématurément en raison d'un chômage prolongé et d'une pression intense sur l'homme de pourvoir pour sa fiancée.

dans des villes comme Sfax, où elles partagent leur logement. Dans ce cas, il y a un compromis entre d'une part les normes qui régissent le type de travail considéré comme approprié pour une diplômée universitaire, et d'autre part, le besoin de revenus de la famille et le désir de la jeune femme d'échapper à l'enfer de l'ambiance domestique. Comme le dit cette femme diplômée :

*J'ai travaillé dans une usine une fois mon diplôme décroché. J'ai remarqué que la majorité des diplômées font de même et n'arrivent pas à trouver un emploi adéquat dans leur domaine de compétence. Jeune femme diplômée, Sfax*

### L'informalité de l'emploi

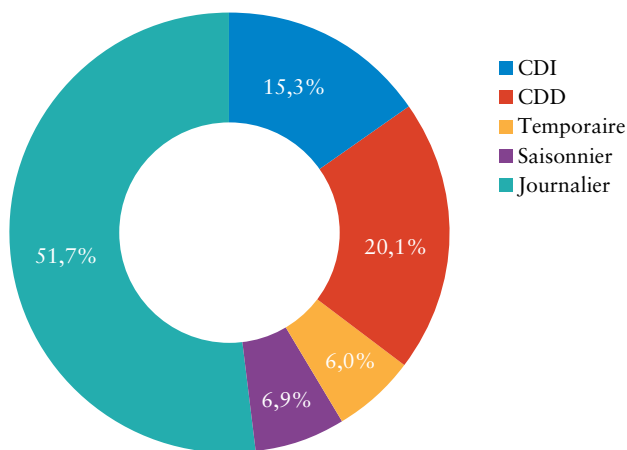
Le travail informel est fréquent parmi la jeunesse tunisienne : moins d'un jeune travailleur sur trois possède un contrat de travail à durée indéterminée avec accès à la sécurité sociale. En vertu de la réglementation qui régit le marché du travail tunisien, les contrats de travail permanents sont les seuls qui donnent un accès complet à la sécurité sociale et à une sécurité de l'emploi prolongée. Cependant, seulement 15,3% des jeunes en milieu rural et 38,8% des jeunes en milieu urbain ont des contrats de travail à durée indéterminée. Le graphique 4.2 montre les types de contrats détenus par les jeunes qui travaillent dans les zones rurales et urbaines. Le marché de l'emploi pour les jeunes tunisiens est dominé par des contrats temporaires et saisonniers, ainsi que des

arrangements de travail journaliers. Plus d'un cinquième des jeunes provenant à la fois du milieu rural (20,1%) et urbain (20,9%) ont des contrats de travail à durée déterminée, ce qui assure une sécurité de l'emploi limitée.<sup>12</sup> Il est par conséquent prévisible, que le travail informel est plus fréquent chez les jeunes en milieu rural ; plus de la moitié d'entre eux (51,7%) travaillent comme journaliers. Dans l'ensemble, malgré l'insécurité de l'emploi qui prévaut chez les jeunes tunisiens, leur stabilité contractuelle est beaucoup plus élevée que chez les générations précédentes, qui détiennent une part beaucoup plus faible de contrats à durée indéterminée.<sup>13</sup>

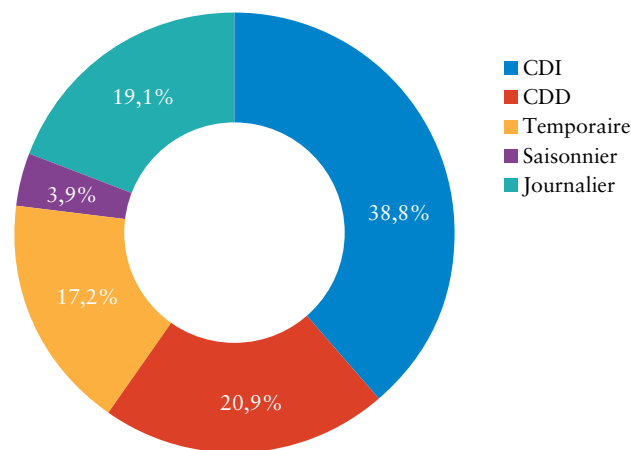
Les jeunes Tunisiens sont en majorité mécontents de l'emploi informel et du risque d'exploitation qui y est associé. Cet aspect du travail informel est corroboré par les jeunes hommes et femmes interrogés, qui citent fréquemment la nature à court terme des contrats comme un aspect majeur de l'insécurité de l'emploi. Les jeunes femmes et hommes associent les contrats à court terme avec l'exploitation par les employeurs. Par contre, un emploi stable, y compris un contrat à moyen ou à long terme, associé à l'accès à la sécurité sociale, sont parmi les principales aspirations professionnelles les plus citées. Être inscrit dans le système de sécurité sociale, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), est souvent cité comme l'avantage le plus important de tout emploi, même parmi les travailleurs sans contrat formel. Pour de nombreux jeunes travailleurs, être inscrit dans le système de sécurité sociale est perçu comme un moyen de maintenir

Graphique 4.4 : Type de Contrat des jeunes Employés (Age 15-29)

#### a. Rural



#### b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Le graphique concerne les jeunes qui sont employés, à l'exclusion de ceux qui travaillent pour leur propre compte.

une certaine dignité face à la perte d'emploi. Tout emploi qui ne répond pas à ce critère est considéré comme un « faux travail », acceptable uniquement pour des raisons de survie.

*Je n'ai pas d'objectifs en ce qui concerne le choix de l'emploi. Je n'ai pas d'ambition. J'accepte ce que je trouve. La chose la plus importante pour moi est que je sois inscrit légalement à la CNSS. Travailleur informel de 21ans, Gafsa (sud de la Tunisie)*

**La prédominance de l'emploi informel des jeunes peut être due en partie aux distorsions du marché du travail, ce qui pourrait être corrigés à travers une réforme.** Selon une récente étude sur les réglementations du marché de l'emploi en Tunisie, plusieurs facteurs semblent encourager le travail informel.<sup>14</sup> Tout d'abord, la réglementation rigide, associée à des contrats à durée indéterminée, rendent difficile toute fin d'emploi et incite les entreprises à recourir à la place, aux contrats informels à court terme.<sup>15</sup> Deuxièmement, les impôts élevés sur les salaires (avoisinant les 29%), poussent les travailleurs et les employeurs pour des raisons financières, à éviter les contrats formels. Troisièmement, les cotisations à la sécurité sociale, sont perçues comme un impôt supplémentaire, puisque les paiements ne sont pas liés aux bénéfices respectifs.<sup>16</sup> Une réforme équilibrée de la réglementation du marché du travail est nécessaire pour donner davantage de flexibilité aux entreprises, tout en augmentant la protection sociale des jeunes travailleurs. En particulier, les droits et les règles de licenciement associés aux contrats à durée déterminée et aux contrats à durée indéterminée afin qu'ils soient conformes aux normes internationales.<sup>17</sup>

**De plus, l'éducation limitée est l'un des principaux moteurs du secteur informel.** L'analyse de régression montre que l'emploi informel en milieu rural, est fortement lié au manque de qualifications (voir graphique 4.2). Parmi des facteurs individuels, le secteur informel semble être particulièrement prononcé dans les gouvernorats du Sud.<sup>18</sup> Les estimations montrent également que les jeunes femmes sont moins susceptibles d'avoir des contrats informels. Compte tenu des normes sociales concernant le cadre d'emploi approprié pour les jeunes femmes, l'absence d'emploi formel semble exclure les jeunes femmes du marché du travail.

### ***Education et emplois peu qualifiés***

**Ce que j'ai étudié à l'université n'a aucun rapport avec ce que je fais maintenant, même si c'est pratiquement dans le même domaine.** Nous avons eu beaucoup de cours théoriques, mais

le côté pratique était presque inexistant. Jeune Femme Employée de banque Femme, 28ans, Tunis.

**L'histoire récente au cours de laquelle la Tunisie a fourni une éducation de base à travers tout le pays est impressionnante, atteignant presque un taux d'alphabétisation universelle.** En 2008, le taux d'alphabétisation officiel était de 96,1% chez les jeunes femmes et 98,2% chez les jeunes hommes, bien que les taux dans les zones rurales aient tendance à être plus bas.<sup>19</sup> De même, le taux de scolarisation dans l'enseignement du troisième cycle a augmenté de 6% en 1987 à 35% en 2007, avec près d'un demi-million de jeunes tunisiens qui participent actuellement à l'enseignement supérieur.<sup>20</sup> Une grande partie de l'augmentation a eu lieu au cours des dernières années, par exemple lorsque le nombre annuel de diplômés de l'université a plus que doublé en cinq ans passant de 24.500 en 2001 à 52.300 en 2006.<sup>21</sup>

**Malgré l'atteinte d'un taux élevé d'alphabétisation et d'enrôlement universitaire, le secteur de l'éducation de la Tunisie ne parvient pas à répondre aux besoins et aux aspirations de la jeune génération.** Les jeunes sont de plus en plus déçus par les connaissances trop théoriques qu'ils ont absorbé, et qui ne les préparent pas pour le marché du travail, et il en va de même pour les jeunes des autres pays de la région MENA.<sup>22</sup> Cette section présente les points de vue des jeunes sur le système éducatif, qu'ils considèrent comme synonyme de salles de classe mal équipés, d'enseignants mal formés, un curriculum académique obsolète sans pertinence pour le marché du travail contemporain, le manque d'orientation sur les mesures pratiques nécessaires pour obtenir un emploi et l'incapacité à promouvoir l'esprit d'entreprise et le potentiel du secteur privé (voir l'encadré 4.2 pour un aperçu du système de l'éducation).

**Le niveau de scolarité est fortement lié aux antécédents familiaux.** Comme on pourrait s'y attendre, l'éducation paternelle, ainsi que la richesse des ménages jouent un rôle important. Les estimations sur l'achèvement de la scolarité suggèrent que la richesse des ménages joue un rôle important pour déterminer le niveau d'achèvement de la scolarité (voir graphique 4.4)<sup>23</sup> et ce, peut-être à travers la relation entre la richesse de la famille, la qualité de l'éducation, et le coût d'opportunité élevé pour les familles à faible revenu qui laissent leurs enfants poursuivre des études. Cependant, cela peut aussi être dû à l'importance de connections mentionnées ci-dessus. Faire partie d'une famille riche peut être un facteur clé dans la réalisation du potentiel et des rendements découlant de l'enseignement supérieur.

**Malgré les progrès accomplis en matière d'alphabétisation et de scolarisation, la qualité et la performance du système**

d'éducation sont parmi les domaines les plus difficiles de la politique publique en Tunisie. La qualité limitée de l'éducation, telle que mesurée par des critères objectifs, et la capacité limitée de l'Etat à fournir une éducation et des formations pour l'emploi, demeurent des questions de politiques publiques les plus urgentes à résoudre. Selon la perception des jeunes tunisiens, la qualité de l'éducation et de la formation, et leur valeur sur le marché du travail, semblent s'être dégradé avec le temps.

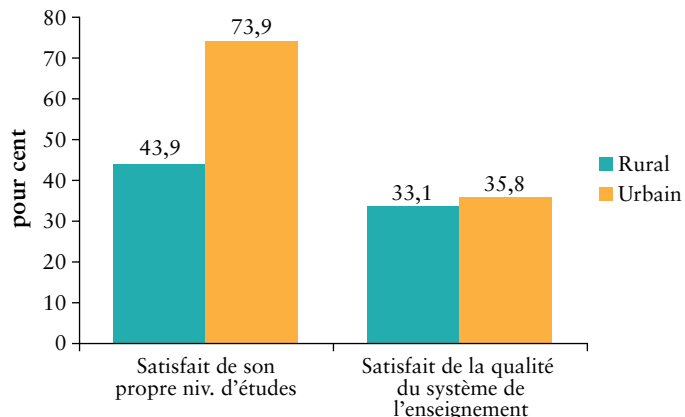
*Ma mère, lorsqu'elle a passé le concours de 6ème année pouvait parler le français correctement. Aujourd'hui, les élèves qui atteignent ce niveau savent même pas écrire. J'ai eu a donné des cours de français à des élèves du primaire qui ne savaient même pas écrire leur nom. Jeune femme sans emploi, possédant une maîtrise, Madhia (CE)*

Près des deux tiers des jeunes Tunisiens sont insatisfaits de leur système d'éducation nationale. Les taux de satisfaction sont très faibles tant chez les jeunes dans le milieu rural (33,1%) que dans le milieu urbain (35,8%) (voir graphique 4.5). Ceux qui ont été interrogés dans les zones rurales sont particulièrement insatisfaits de leur niveau de scolarité, avec seulement 43,9% se déclarant satisfaits de leur niveau d'éducation, ce qui reflète la qualité médiocre des écoles en zones rurales. Malgré des taux de satisfaction plus élevés dans les zones urbaines, plus d'un jeune sur quatre sont insatisfaits de leur niveau de scolarité.

Les étudiants et les anciens élèves, y compris les diplômés, ont été particulièrement critiques de l'orientation trop théorique de la plupart des cours scolaires et universitaires, qui, selon eux, ne parviennent pas à leur fournir l'éventail de compétences nécessaires pour affronter le marché du travail. L'école impartit peu de connaissances concernant le marché du travail et fournit peu des compétences nécessaires pour y entrer. Le système éducatif ne forme pas les esprits et n'inculque pas la logique de raisonnement et les compétences essentielles pour les ingénieurs et les scientifiques.<sup>24</sup> Comme l'a noté un diplômé :

*J'ai étudié à l'école secondaire technique de Mahdia. Je pense que les douze années d'étude qui ont menés au baccalauréat étaient trop théoriques. Le côté pratique était quasi inexistant. Même le voyage d'étude n'était que pour la galerie. Les professeurs ne connaissaient rien. Je m'en suis rendu compte plus tard, une fois entré dans le monde du travail. Il y avait tellement de lacunes. Nous n'avions jamais essayé d'appliquer ce que nous avions appris. Jeune étudiant, Mahdia (CE)*

Graphique 4.5 : Satisfaction avec le système d'éducation et l'achèvement



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

Bien que la mauvaise qualité de l'éducation ait été déplorée pendant des années, cette question a désormais atteint un point critique en Tunisie. Aux yeux de la jeunesse tunisienne, les écoles sont devenues des « usines à fabriquer des chômeurs. »<sup>25</sup> Bien qu'elles produisent chaque année un nombre croissant de diplômés, une culture s'est développée, dans laquelle les diplômés ont plus de valeur que les compétences. Les diplômés des étudiants sont dévalorisés par leur multitude, la détérioration de leur qualité et de leur manque de crédibilité. Les disparités régionales dans la qualité de l'éducation sont omniprésentes. Les zones urbaines et côtières ont bénéficié de l'héritage colonial de l'enseignement franco-arabe, qui fait défaut dans les zones rurales, à l'intérieur et dans les zones montagneuses. Le résultat, c'est qu'il y a un système d'éducation « à deux ou trois vitesses » qui s'est mis en place. De plus en plus fracturé par la hausse de l'enseignement privé aux frais de scolarité considérables et par les variations régionales, le système éducatif reflète et amplifie les disparités générationnelles, spatiales et sociales de la Tunisie. Un étudiant a commenté sur la qualité de l'éducation, particulièrement sur « l'arabisation » de l'éducation :

*La chose la plus importante que je voudrais faire remarquer, c'est l'histoire de mes trois années d'école secondaire, de la 7ème à la 9ème année. J'ai étudié les maths, la physique et les sciences en arabe, et nous avions des professeurs qui enseignaient ces matières en français. Personnellement, et basé sur le fait que j'étais parmi les meilleurs élèves, je pense que le professeur était confus, et qu'il ne parvenait*



## Encadré 4.2 : L'éducation en Tunisie

L'éducation de base,<sup>a</sup> qui va des classes du cour élémentaire (CE1) à la 9ème est obligatoire et comprend six années d'enseignement primaire et trois années d'études préparatoires communément appelé l'école secondaire ou intermédiaire. A la fin de la sixième année, les élèves ont besoin d'obtenir plus de 50% aux examens pour passer à l'école moyenne. Traditionnellement, de nombreux étudiants doivent répéter la sixième année de l'enseignement primaire, ce qui a conduit à une augmentation des taux d'abandon après seulement six années d'études. Au début des années 1990, environ un cinquième des jeunes Tunisiens ont dû redoubler la sixième année et alors que le taux de répétition a lentement diminué au cours des vingt dernières années, il est encore relativement élevé (8% en 2012),<sup>b</sup> le taux de décrochage scolaire officiel au niveau primaire était de 12 % en 2000 et 6% en 2009.<sup>c</sup> Les écoliers du primaire qui ne parviennent pas à l'éducation préparatoire générale, se voient offrir la possibilité d'accéder aux écoles préparatoire technique qui pourrait conduire soit à l'enseignement secondaire ou des programmes de formation professionnelle. A la fin de la neuvième année, des décrochages scolaires supplémentaires auront lieu car les étudiants sont obligés d'obtenir le diplôme d'achèvement de l'éducation de base.

**L'enseignement secondaire.**<sup>d</sup> La réussite à l'examen de neuvième année est obligatoire pour pouvoir s'inscrire aux quatre années d'enseignement secondaire, de la 10ème à la 13ème (anciennement 10-12). A la fin de la 11ème, les élèves de l'enseignement secondaire doivent choisir entre neuf programmes d'orientation axés sur les études universitaires et spécialisées. Alors que ceux-ci sont destinés à aider les étudiants à se préparer à entrer à l'université ou à rejoindre la population active, le contenu des cours est principalement conçu pour préparer les étudiants à l'examen final de l'enseignement secondaire. La réussite à l'examen final de l'enseignement secondaire est obligatoire pour aller aux universités publiques, étant donné que l'examen est à la fois un examen de fin de cycle secondaire et un examen d'entrée à l'université.<sup>e</sup> Jusqu'en 2000, entre 60-70% des élèves du secondaire échouaient à l'examen final chaque année, un résultat lié à un certain nombre de facteurs, y compris mais non limité à ceux qui sont associés au système éducatif et à l'engagement des jeunes. Les améliorations observées depuis 2000 dans les taux de réussite au Baccalauréat (de 32% en 2000 à 64% en 2011) est principalement dû à un changement dans les règles de l'examen. Le taux d'échec met également en évidence le fait que les jeunes n'ont pas acquis les connaissances suffisantes pour les préparer à un emploi.

**La formation professionnelle.** Trois différents types de formation technique sont offerts aux étudiants. La formation technique de base est une alternative à l'enseignement secondaire et dure deux ans.<sup>f</sup> Le diplôme technique professionnel nécessite au moins deux années d'enseignement secondaire suivies de deux ans de formation pratique.<sup>g</sup> Le diplôme professionnel et technique de pointe est disponible aux étudiants de formation professionnelle en ajoutant deux autres années d'études au diplôme technique de pointe, à savoir, deux ans d'école secondaire et quatre années de formation technique.<sup>h</sup> En 2007, environ 10% des étudiants tunisiens étaient inscrits dans un programme de formation professionnelle.<sup>i</sup>

**L'enseignement supérieur.** La Tunisie a rapidement élargi l'accès à l'enseignement supérieur au cours de la dernière décennie, accueillant actuellement plus de 35% des jeunes tunisiens et dépensant plus de 2% de son PIB dans les universités publiques. L'enseignement supérieur qui était structuré en trois périodes de deux ans chacune, a récemment été transformé pour adopter le système européen et anglo-saxon de License (3 ans), de Maîtrise (2 ans), et de Doctorat (3-5 ans).<sup>j</sup>

Sources : Banque mondiale. 2008. *The Road Not Traveled Education Reform in the Middle East and North Africa*, MENA Rapport de Développement, Washington, D.C.

a. Désigné en français comme Enseignement de base.

b. Ministère de l'Éducation. 2012. Statistiques scolaires 2011/2012, République Tunisienne.

c. Banque mondiale. 2009. L'Éducation en Bref : Tunisie. Washington, DC.

d. Désigné en français comme Enseignement secondaire.

e. L'examen est désigné en français comme Examen National du Baccalauréat.

f. Certificat d'Aptitude Professionnelle en français.

g. Brevet de Technicien Professionnel en français.

h. Brevet de Technicien Supérieur en français.

i. Banque mondiale. 2007. EdStats : Statistiques de l'Éducation. Washington, DC.

j. Licence-Mastère-Doctorat (LMD) en français.

*pas à communiquer l'information de la façon dont il le faisait auparavant, et c'était difficile à le comprendre. Parce que c'était en arabe, et j'avais l'impression que cela lui avait été imposé. Si la matière n'avait pas été enseignée en arabe depuis le début, et que la personne n'avait pas enseigné en arabe auparavant, cette personne ne parviendrait pas à faire passer l'information. Donc, au cours de ces trois années, j'avais l'impression que je faisais de l'interprétation... Dans l'éducation de base, l'arabisation dans les sciences ne bénéficie ni aux étudiants, ni à l'enseignant parce ce que c'est fatigant.* Jeune étudiante universitaire, 26 ans, Sidi Bouzid

**Les jeunes de même que les employeurs potentiels, demandent une éducation de meilleure qualité.** De nombreux fabricants ont besoin de compétences techniques et analytiques, tandis que le secteur des services a besoin de jeunes ayant des compétences non techniques.<sup>26</sup> Les jeunes tunisiens expriment de sérieux doutes sur la qualité et la pertinence des programmes d'études. Beaucoup de jeunes gens sont prêts à payer pour une éducation plus pratique afin d'améliorer leurs opportunités d'emploi et en fait, certains le font. Selon les employeurs du privé, pas même la moitié des nouveaux diplômés sont prêts pour le monde du travail au moment de leur embauche.<sup>27</sup> Par conséquent, de nombreux employeurs sont dans l'obligation d'offrir une formation approfondie à leurs nouvelles recrues afin d'assurer leur aptitude au travail.

**Le défi de pourvoir une meilleure éducation ne peut être l'affaire du seul Gouvernement tunisien.** Pour obtenir une meilleure qualité de l'enseignement à tous les niveaux, des efforts importants doivent être fait pour réunir toutes les parties prenantes. Il s'agit notamment de prestataires publics et privés dans l'éducation, la société civile, les décideurs du secteur public et les administrateurs, les employeurs du secteur privé, et surtout, les jeunes de la Tunisie.

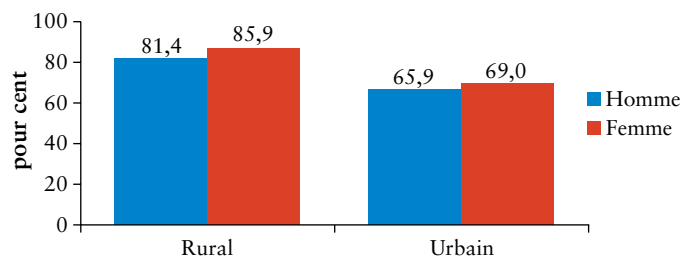
**Il existe peu de partenariats entre les employeurs et les établissements d'enseignement.** Alors que la dualité des systèmes d'apprentissage de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse s'est révélée difficile à mettre en œuvre de manière efficace dans d'autres pays ; dans de nombreux pays industrialisés, les systèmes éducatifs modernes sont régulièrement combinés avec une expérience de travail et des stages pour étudiants.<sup>28</sup> Les facilitateurs clés pour de tels partenariats, qui pourraient favoriser la qualité et l'adéquation de l'éducation sont absents. Sur cette question, trois points faibles ressortent : (i) les normes et l'assurance qualité indépendante ; (ii) les mécanismes de financement tels que des bourses de formation adaptés aux besoins des jeunes tunisiens des zones

rurales et urbaines ayant des formations différentes ; et (iii) des outils pour assurer la transparence des informations et l'appariement entre les employeurs et les étudiants en formation.<sup>29</sup> Compte tenu des besoins de l'environnement général de la réglementation et la coordination nécessaire à travers les nombreuses entités gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé peuvent avoir un rôle important à jouer dans l'organisation, le suivi ou la prestation de services d'éducation et de jumelage cruciaux.

**Pour être en mesure d'offrir un emploi adéquat aux diplômés et les autres jeunes qualifiés, l'économie tunisienne a besoin de beaucoup plus d'emplois dans les secteurs de haute qualification et dans les secteurs de faible et compétence.** La plupart des tunisiens hautement qualifiés, ayant une éducation secondaire, professionnelle ou universitaire travaillent actuellement dans des emplois peu qualifiés, qui sont généralement définis comme des emplois dans des secteurs dont la productivité est limitée et les salaires relativement bas. D'une manière générale, la plupart des entreprises à faible productivité qui offrent la majorité des emplois peu qualifiés se trouvent dans l'agriculture, les industries de base, la fabrication à faible valeur ajoutée, la construction, les mines, l'énergie, et une grande partie de l'industrie textile.<sup>30</sup> La plupart des emplois dans ces secteurs nécessitent peu de formation spécialisée et ont tendance à payer de faibles salaires. Graphique 4.5 présente des preuves supplémentaires sur les éléments qui déterminent le niveau des salaires, et met en évidence le statut de l'emploi des jeunes dans les secteurs qui peuvent être caractérisés par les entreprises à faible productivité.

**La majorité des jeunes employés tunisiens travaillent dans des secteurs qui peuvent être considérés comme ayant une productivité limitée : 82,5% en milieu rural et 67,0% dans la Tunisie urbaine.**<sup>31</sup> Le graphique 4.6 montre la part des emplois occupés par les jeunes tunisiens entre 15-29 ans dans les secteurs qui sont largement à faible productivité. Les jeunes femmes sont particulièrement susceptibles de travailler dans ces secteurs à faible productivité : 69,0% en milieu urbain et 85,9% en milieu rural. Toutefois, la situation des jeunes hommes n'est que légèrement meilleure, avec 65,9% des jeunes hommes travaillant dans les secteurs à faible productivité dans les zones urbaines, et 81,4% dans les zones rurales. Les jeunes femmes, particulièrement dans les zones urbaines (69%) ont une plus forte probabilité de travailler dans des secteurs à faible productivité que les femmes plus âgées dans les zones urbaines (58%), alors que les taux sont similaires dans tous les groupes d'âge pour les hommes en zone urbaine.<sup>32</sup>

**Graphique 4.6 : L'emploi des jeunes dans les secteurs à faible productivité**



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

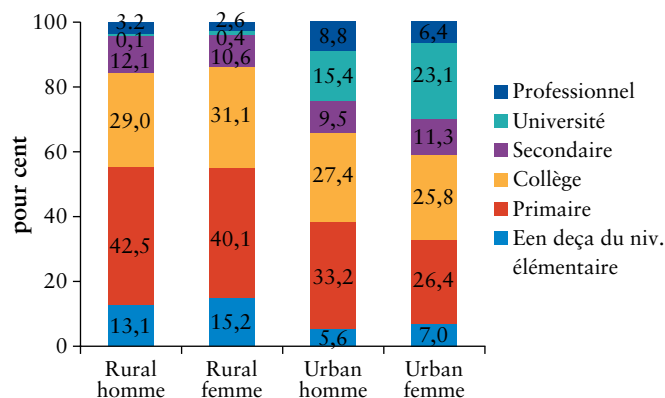
Note : Ce graphique concerne seulement les jeunes employés, à l'exclusion de ceux qui travaillent pour leur propre compte.

L'économie de la Tunisie, dont le modèle repose sur des faibles qualifications et compétences, offre des emplois qualifiés en nombre insuffisant pour les jeunes diplômés.<sup>33</sup> Bien que de nombreux jeunes diplômés cherchent du travail, les entreprises continuent d'employer des jeunes non qualifiés.<sup>34</sup> Dans les zones urbaines, 59,6% des jeunes qui travaillent ne sont pas qualifiés. La proportion est encore plus élevée dans les zones rurales à savoir, 83,7%. La quasi-absence de l'enseignement secondaire et universitaire parmi les jeunes travailleurs témoigne de la prédominance des emplois peu qualifiés générés par l'économie tunisienne. La pénurie d'emplois qualifiés explique pourquoi les diplômés universitaires sont confrontés à de graves difficultés pour trouver un emploi qualifié.

La plupart des jeunes salariés tunisiens n'ont pas terminé le cycle d'enseignement secondaire et promouvoir leur participation dans une économie globale moderne restera un défi. Dans les zones rurales, près de trois sur quatre (71,5%) des jeunes qui travaillent ont quitté l'école avant la fin des études secondaires (le lycée). De plus, 13,5% des jeunes travailleurs en milieu rural n'ont pas terminé l'école primaire ; beaucoup d'entre eux n'ont jamais fréquenté d'école (voir graphique 4.7). De même, dans les zones urbaines, plus de la moitié des jeunes qui travaillent n'ont pas un diplôme d'école secondaire (57,6%), en plus des 6,1% qui n'ont pas d'éducation. Toutefois, une économie moderne basée sur les connaissances génère des emplois qualifiés nécessitant un personnel ayant la capacité de développer des produits techniques complexes qui dépendent de la connaissance et de l'innovation créative.

L'économie tunisienne est sous-équipée pour la croissance future.<sup>35</sup> En raison du manque d'emplois à haute productivité de la Tunisie, la demande pour des travailleurs qualifiés est

**Graphique 4.7 : Niveaux d'éducation des jeunes travailleurs Tunisiens – rural vs. urbain**



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique concerne les jeunes employés, y compris les jeunes travailleurs indépendants et exclut ceux qui sont en formation ou qui poursuivent leurs études.

faible. Par conséquent, de nombreux jeunes tunisiens abandonnent l'école puisque leurs investissements dans l'éducation a peu de rendements. À court terme, les jeunes tunisiens justifient le décrochage scolaire, même avant la fin de l'enseignement secondaire. Cependant, à moyen terme, le grand nombre de jeunes non qualifiés reflète un grave sous-investissement national dans le capital humain, qui peut avoir des répercussions sur les individus et affecté le potentiel du pays sur le long terme. Les jeunes femmes et les gens non qualifiés auront du mal à profiter de la future croissance économique poussée par l'accroissement de la productivité. Le défi posé par l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée est mentionné ci-dessous.

Le message important qui ressort de l'analyse est que toute future tentative de réforme du système d'éducation doit être fondée sur un partenariat solide avec le secteur privé et avec les jeunes eux-mêmes. Le défi, pour l'ensemble de ces parties prenantes, sera de travailler ensemble pour lutter contre la pratique consistant à imposer des réformes générales et des barrières artificielles à l'éducation, tout en promouvant l'esprit d'entreprise et des solutions innovantes, mais surtout, en essayant de respecter les promesses faites à une génération de jeunes. Bien que la recommandation d'une réforme complète de l'éducation soit au-delà de la portée de ce rapport, les jeunes tunisiens devraient jouer un rôle actif dans le processus d'identification des défis, du développement des solutions et du suivi de la mise en œuvre des réformes, pendant que les entités du secteur privé pourraient faire partie de l'éventail de solutions

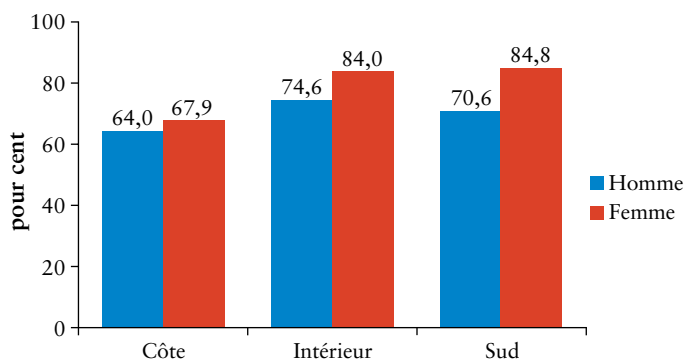
### Le sous-emploi des Jeunes

Le sous-emploi est un problème important en Tunisie urbaine, touchant deux sur trois jeunes urbains salariés. Le sous-emploi est défini comme un travail à temps partiel avec des journées de travail de six heures ou moins. C'est la norme pour la plupart des jeunes qui travaillent dans les zones urbaines. Selon cette définition, 65,7% de tous les jeunes hommes et 70,6% de toutes les jeunes femmes dans les zones urbaines sont sous-employés (voir le graphique 4.8).<sup>36</sup> Les niveaux de sous-emploi ne sont que légèrement plus élevés chez les femmes, ce qui suggère que le travail à temps partiel chez les jeunes femmes est le résultat des conditions du marché du travail plutôt que par choix. Les taux de sous-emploi les plus élevés chez les jeunes femmes se trouvent dans les villes du Sud (84,8%). La région de l'intérieur comprend la plus forte proportion de jeunes hommes sous-employés en zones urbaines (74,6%). Par contraste, il n'y a quasiment pas de sous-emploi dans les zones rurales, où seulement 7,6% des jeunes hommes et 7,4% des jeunes femmes travaillent pendant six heures ou moins par jour

### L'emploi des jeunes par secteur

Le secteur public offre relativement peu d'emplois pour les jeunes tunisiens : seulement 6,8% des jeunes travailleurs en zones rurales et 12,4% des jeunes travailleurs en milieu urbain. Ces faibles pourcentages remettent en question la notion que les jeunes tunisiens choisissent de rester au chômage en attendant un emploi dans le secteur public. En fait, la proportion de jeunes qui souhaitent travailler dans le secteur public a diminué, notamment au cours des dernières années,

**Graphique 4.8 : Le sous-emploi des jeunes en zone urbaine**



Source : Banque mondiale 2012c.

Note : Ce graphique se réfère aux jeunes travaillant en zone urbaine et exclut les jeunes travailleurs indépendants. Le sous-emploi est défini comme des journées de travail de six heures ou moins.

passant d'environ 46%<sup>37</sup> en 2009 à moins de 5%<sup>38</sup> en 2012, ce qui semble refléter un changement d'appréciation chez les jeunes Tunisiens qui, malgré la sécurité de l'emploi, le secteur public n'a plus le même attrait que par le passé. A présent, n'employant seulement qu'un jeune travailleur tunisien sur dix, y compris les enseignants, les médecins et les infirmières, le secteur public ne figure plus au haut des aspirations des jeunes chômeurs.

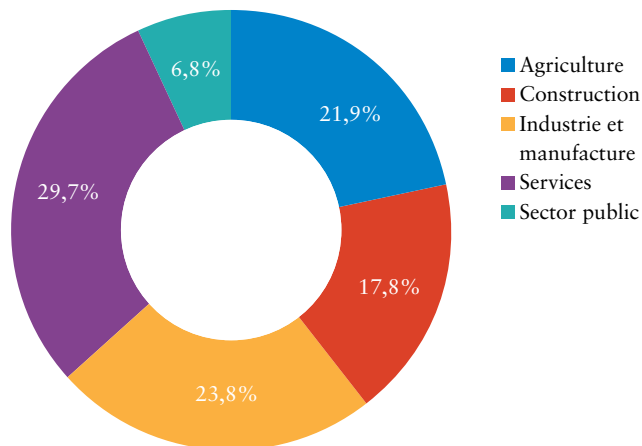
Le secteur agricole demeure un employeur important pour les jeunes tunisiens dans les zones rurales, en fournissant plus d'un cinquième de tous les emplois des jeunes en milieu rural (21,9%). Cette part reste cohérente avec les données de 2009, lorsque l'agriculture générait 12% du PIB, pourvoyant du travail à 22% du total des effectifs, et contribuant pour environ 5,4% de la croissance économique globale.<sup>39</sup> Cependant, de nombreux jeunes tunisiens ne sont pas intéressés par la vie et le travail en milieu rural, même si l'agriculture est un des plus grands secteurs pourvoyeurs d'emplois (voir graphique 4.9). La recherche montre que quatre sur cinq jeunes tunisiens travaillant en milieu urbain sont employés dans le secteur des services (37,9%). En Tunisie rurale, la plupart des emplois, y compris les emplois dans l'informel, sont dans le secteur des services, qui représente 29,7% de tous les emplois des jeunes.

Le secteur des services de la Tunisie dispose d'un avantage comparatif important et un potentiel important pour les exportations, en particulier dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), les services professionnels, le transport et la logistique, le tourisme et la santé.<sup>40</sup> Les services commerciaux, en particulier avec l'Union européenne (UE), est l'un des secteurs les plus prometteurs pour la création d'emplois et la croissance économique, notamment pour les jeunes qualifiés.<sup>41</sup> Actuellement, plus de la moitié des jeunes tunisiens en milieu rural (52,8%) et près des deux tiers en milieu urbain (64,9%), aspirent à travailler dans les services (voir graphique 4.6). Le secteur du tourisme a été durement touché par la transition politique en cours, ainsi que les hôtels et restaurants qui offrent actuellement peu d'emplois pour les jeunes (6,9% en milieu urbain, de 5,4% en milieu rural).<sup>42</sup> Cependant, le tourisme va récupérer. De nouveaux services, tels que l'éco-tourisme, pourraient offrir des opportunités importantes pour les jeunes dans les lieux de villégiature non traditionnels.

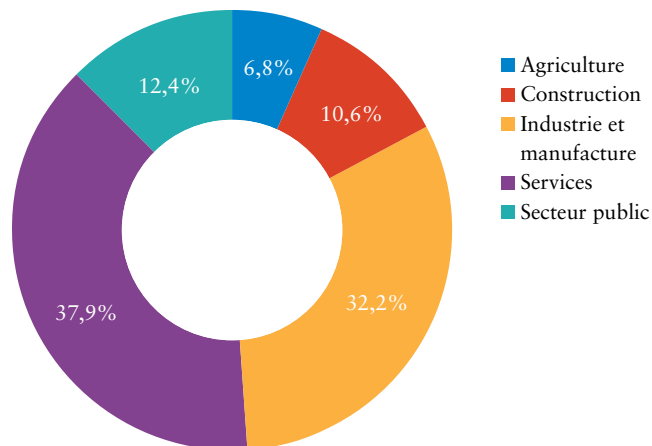
Cependant, la jeune génération de la Tunisie travaille dans des secteurs plus productifs que leurs parents que ce soit dans les zones rurales comme urbaines. Comme démontré dans le graphique 4.9 le secteur d'emploi 32,2% des jeunes travailleurs tunisiens âgés entre 30-59 ans dans les zones rurales travaillent dans l'agriculture, suivi par 22,4% dans les services, de 22,0% dans la construction, 12,9% en usine et 10,5

Graphique 4.9 : L'emploi des jeunes par secteur

## a. Rural



## b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique se réfère aux jeunes travailleurs et exclut les travailleurs indépendants. Le secteur agricole comprend des emplois dans l'industrie agro-alimentaire.

% dans le secteur public. Dans les zones urbaines de Tunisie urbain, (35,1%) de ceux âgés de plus de 29 ans travaille principalement dans les services, suivi de (29,0%) dans le secteur public, de (17,3%) dans l'industrie et en usine, (12%) dans la construction et (6,6%) dans l'agriculture. En dehors du secteur public important dans les zones urbaines, ces parts montrent que la jeune génération de Tunisie a en moyenne de meilleurs emplois que leurs parents.

## 4.2 L'auto-emploi / Le travail indépendant

*Les pauvres ont également le droit d'acheter et de vendre.*  
Salem Bouazizi, frère de Mohamed Bouazizi, Sidi Bouzid, région de l'intérieur.<sup>43</sup>

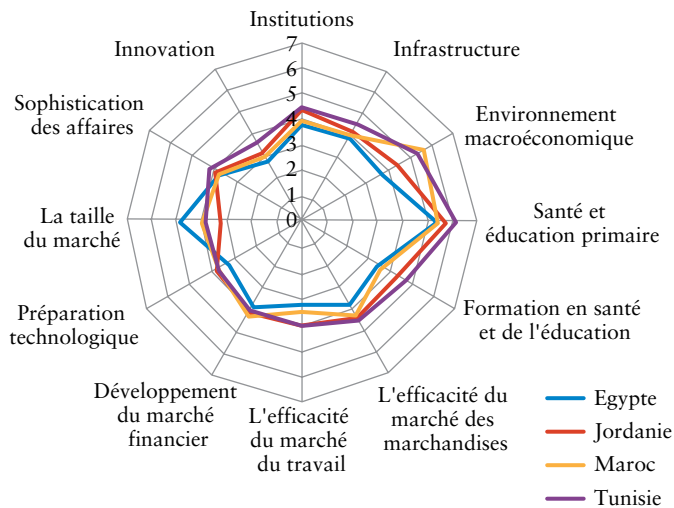
### Innovation et entrepreneuriat

La Tunisie est relativement bien placée pour devenir un fer de lance de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, à condition qu'elle reconnaisse le potentiel et de l'aspiration de sa génération de jeunes travailleurs indépendants.<sup>44</sup> Comparé à d'autres pays de la région MENA, la performance de la Tunisie est au-dessus de la moyenne en termes d'innovation (voir graphique 4.10). L'indice de compétitivité globale, qui classe la compétitivité de 142 pays à travers plusieurs dimensions sur une échelle à sept niveaux, a classé la Tunisie au 40ème rang, bien avant le Maroc au 73ème rang, l'Algérie au 87ème rang, l'Égypte au 94ème rang, la Jordanie au 71ème rang, le Liban au 89ème rang.<sup>45</sup> La Tunisie a également surclassé la

Turquie au 59ème rang, qui est souvent considérée comme un champion de la compétitivité. La législation sur la microfinance récemment approuvée par la Tunisie, permet aux institutions de microfinance internationales de donner accès aux financements aux régions et les communautés mal desservies, et permettra probablement d'introduire de nouveaux produits de microfinance.

**Stimuler l'innovation économique par une combinaison judicieuse de règlements et d'incitations économiques ciblés présente des défis de politique pour la majorité des gouvernements du monde entier.** Les innovations peuvent être généralement définies comme toute nouvelle méthode, idée ou produit, et l'innovation permanente est largement considérée dans les économies modernes, comme l'ingrédient essentiel à la croissance économique. Pour mieux favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les secteurs de haute performance, différentes approches ont été développées, à savoir, la fabrication de produits complexes dans des centres d'innovation ; soutenir l'intégration verticale et horizontale du secteur des TIC dans les secteurs économiques existants et nouveaux ; et soutenir les industries de services, tels que le secteur bancaire qui est crucial pour la réussite économique. La Tunisie se vante déjà de certaines réalisations sociales telles que le centre de dialogue Cogit, et d'autres comme le Mania Digital Studio sont aussi parmi les nombreuses start-ups de la région MENA et qui ont obtenu un succès commercial sur le marché depuis le printemps arabe.<sup>46</sup>

**Graphique 4.10 : Index de Compétitivité Global 2011-2012**



Source : WEF. 2011. The Global Competitiveness Report 2011 – 2012.

### *Les jeunes travailleurs indépendants de Tunisie*

L'auto-emploi est relativement courant chez les jeunes hommes où 1 sur 10 sont des travailleurs indépendants. Particulièrement dans la Tunisie urbaine, environ 13,1% de tous les jeunes hommes sont des travailleurs indépendants, un taux qui est presque deux fois plus élevé que dans des régions rurales de la Tunisie (7,9%) (graphique 4.11). Le taux relativement élevé d'entrepreneuriat chez les jeunes hommes montre un énorme esprit d'entreprise, combiné au manque d'opportunités d'emploi. En comparaison, l'auto-emploi chez les générations plus âgées est beaucoup plus élevé, surtout chez les hommes entre 30-59 ans, allant de 18% dans les zones rurales à 22,7% dans les zones urbaines (voir graphique 4.11).

En revanche, l'auto-emploi chez les jeunes femmes est pratiquement inexistant : 2,2% dans les zones rurales et 1,5% dans les zones urbaines. Ces résultats sont confirmés par une analyse de régression (voir graphique 4.7).<sup>47</sup> La recherche qualitative montre que les investissements publics et privés dans l'entrepreneuriat féminin pourraient donner des rendements élevés et conduire à des entreprises viables, particulièrement compte tenu des opportunités limitées dans l'emploi formel. La combinaison d'un large éventail d'opportunités de marché, un niveau d'éducation relativement élevé, et de solides compétences en informatique qui sont susceptibles de permettre aux jeunes femmes travaillant à domicile, dans les bureaux ou dans les magasins de créer des entreprises à valeur ajoutée. Les femmes dans les zones rurales et urbaines ont exprimé un

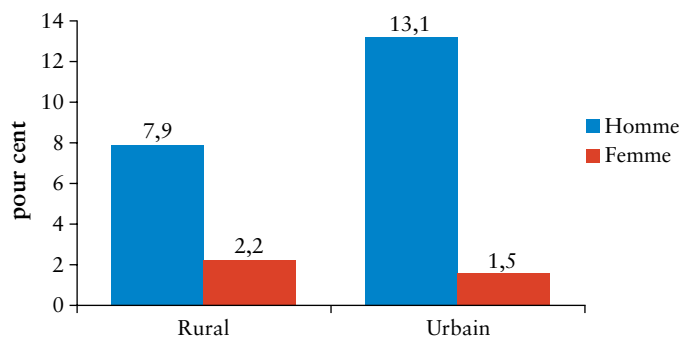
vif intérêt à démarrer leurs propres activités génératrices de revenus. En tant que jeune femme qui a reçu un micro-crédit à travers l'institution de microfinance Enda a dit :

*Il est réconfortant, particulièrement pour une jeune femme, de travailler pour son propre compte. Personnellement, je déteste avoir un patron. J'ai travaillé dans un nettoyage à sec, dans une compagnie de taxi, et comme vendeuse dans une boutique. Dans chaque cas, il y avait énormément de pression...et pas de compassion. Ça été un choc pour moi de travailler dans de telles circonstances. A présent, je travaille pour mon compte après avoir été au chômage pendant deux ans. Jeune femme au chômage dans le secteur informel, Tunis*

Dans l'ensemble, le travail indépendant est plus fréquent dans la région côtière et dans le Sud. La région de l'intérieur a le plus faible taux de travail indépendant des jeunes, et seulement 8,1% des jeunes hommes sont des travailleurs indépendants (voir graphique 4.12). En comparaison, 12,1% des jeunes hommes sont des travailleurs indépendants dans la région côtière et dans les gouvernorats du Sud. Tel que souligné ci-dessus, l'auto-emploi parmi les jeunes femmes est un phénomène rare et même dans la région côtière qui a la plus forte proportion de jeunes femmes travaillant indépendamment, le taux n'est que de 2,1%.

Presque tous les jeunes autonomes travaillent sans aucune documentation officielle, les privant ainsi d'accès au financement et les laissant souvent vulnérables à l'exploitation et aux extorsions par la police et d'autres fonctionnaires. Le fait que pratiquement tous les jeunes autonomes travaillent de

**Graphique 4.11 : Auto-emploi des jeunes – rural vs. urbain**



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

manière informelle démontre la complexité des procédures administratives et de la réglementation qui sont nécessaires pour légaliser une petite entreprise. La recherche qualitative démontre également le scepticisme généralisé des jeunes sur le rôle du secteur public et des banques en ce qui concerne le soutien aux petites entreprises.

*L'Etat devrait trouver une solution, mais au lieu de nous encourager à lancer une petite entreprise, ils mettent des barrières sur notre chemin.* Étudiant en agriculture, 22 ans. Zaghouan (Côtes de Tunisie)

*Les diplômés de 1992 ou 1996 n'ont toujours pas réussi à trouver d'emploi. Que reste-t-il? Le secteur privé. Je pourrais vous parler de l'exploitation qui s'y passe, le favoritisme, les soudoiements... Les gens sont arrivés au bout de tout. Il ne reste rien d'autre à faire que de travailler pour son propre compte.* Jeune employé autonome, Tunis

Les jeunes travailleurs indépendants rencontrent des difficultés pour accéder au financement, ce qui constitue un défi majeur au lancement réussi d'une entreprise. Lors de l'enquête en zone rurale, il a été demandé aux jeunes entrepreneurs quelle était la plus grande difficulté rencontrée pour établir une entreprise. Comme il l'est démontré dans le graphique 4.15, « l'accès au financement » est considéré comme l'obstacle le plus fréquent pour 93,7% sur la côte, 95,4% à l'intérieur, et 94,5% au Sud. Ces résultats démontrent les barrières

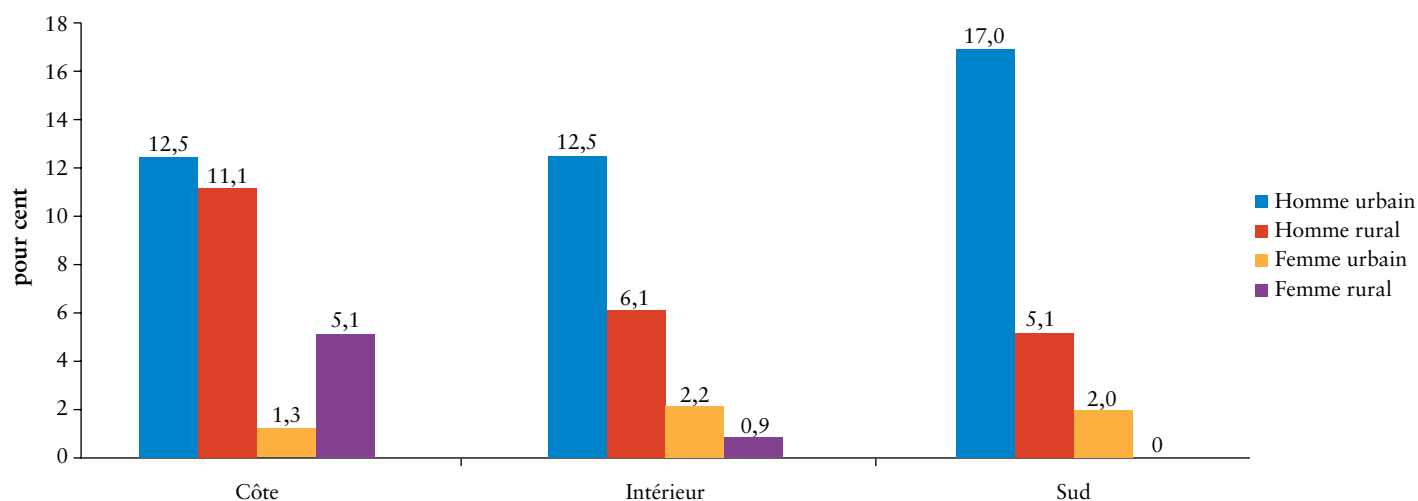
les plus importantes rencontrées par les jeunes entrepreneurs par rapport à celles rencontrées par les entreprises en général. Comme l'indique le récent Rapport d'Évaluation du Climat des Investissements, l'accès au financement est également considéré comme un obstacle majeur par 39% des petites et moyennes entreprises tunisiennes.<sup>48</sup>

Les programmes de microfinance existants ont une portée limitée et sont largement perçus comme étant inefficaces. Des produits bancaires spécialisés, adaptés aux jeunes, ne sont pas disponibles, bien que la loi de 2014 sur la microfinance ait été élaborée pour faciliter l'augmentation du nombre d'institutions offrant de nouveaux services tels que l'épargne, le transfert et l'assurance.<sup>49</sup> Le manque de financement disponible pour les jeunes entrepreneurs a été mentionné dans plusieurs discussions de groupes.

*Lorsque toutes les autres portes sont fermées, il vaut mieux avoir son propre projet, être son propre patron, et réaliser ses propres rêves. Mais il y a un problème de financement et de marché.* Jeune femme entrepreneur, diplômée en ingénierie biomédicale. Tunis (Côte de la Tunisie)

*Lorsqu'une bonne idée est présentée aux agences de crédit, elles trouveront des excuses pour ne pas octroyer de financement. Ensuite, elles revendent cette même idée à quelqu'un d'autre. C'est ainsi que vous verrez une idée pour un projet à Zaghouan, se retrouver à Sousse.* Chômeur diplômé, Zaghouan (Côte de Tunisie)

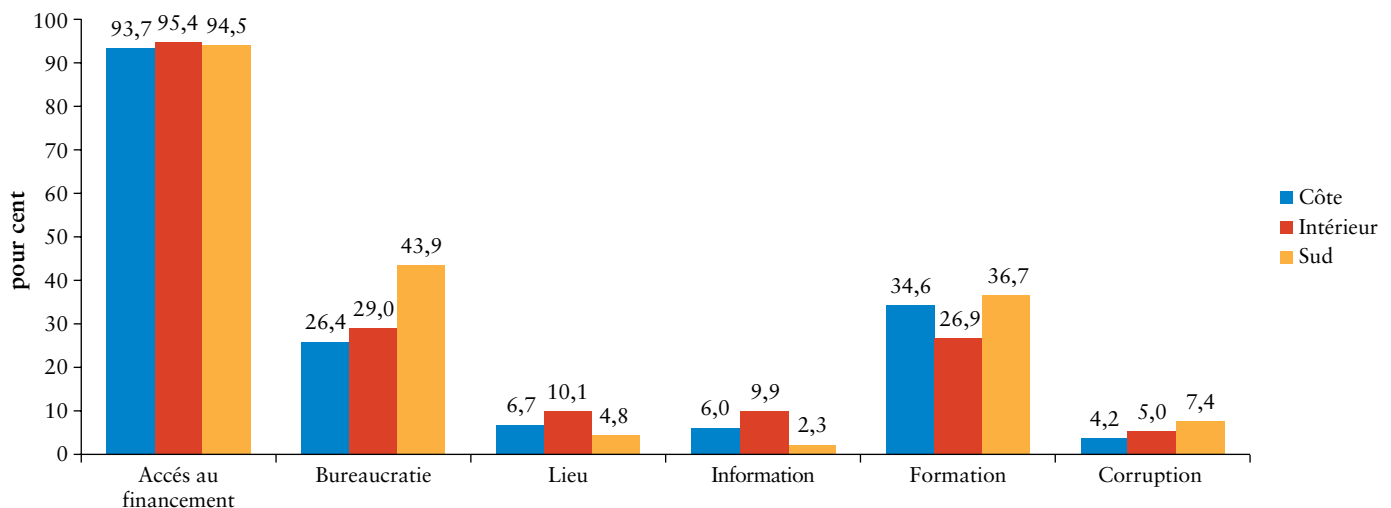
Graphique 4.12 : L'entrepreneuriat des jeunes par région



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

Graphique 4.13 : Difficultés rencontrées par les jeunes dans l'établissement d'une petite entreprise



Source : Banque mondiale 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte.

La loi modifiée sur la micro-finance va ouvrir le marché financier à de nouveaux intermédiaires financiers et permettra d'offrir des produits plus innovants et adaptés aux petites entreprises dirigées par des jeunes. En Juillet 2014, l'Assemblée nationale a modifié la loi de 2011 sur la micro-finance avec l'objectif de renforcer la supervision et la régulation des institutions bancaires de micro financement tout en ouvrant le secteur à la concurrence internationale. Cela pourrait signifier que jusqu'à une demi-douzaine de nouvelles institutions pourraient commencer à offrir des produits dans les prochains mois, d'autres suivront. L'accroissement de la concurrence va exiger que les fournisseurs de micro-crédit deviennent plus innovants et flexibles dans la conception de leurs produits financiers, y compris les garanties, les taux d'intérêt, des plans de remboursement différés, et d'autres aspects essentiels pour les entreprises dirigées par des jeunes. Pour mieux gérer le risque et de portefeuille, les prestataires de services et de produits financiers vont probablement cibler des groupes spécifiques, telles que les femmes rurales, ou certains secteurs tels que les petites entreprises de TIC. Des sources de financement non traditionnels, tels que le crowd-funding pourrait compléter le marché du crédit pour les jeunes travailleurs indépendants de la Tunisie. Cependant, bien que cette nouvelle loi aura un impact immédiat et à court terme sur l'accès au financement, particulièrement dans les zones rurales où se trouvent la plupart des petites associations de microfinance, il pourrait aussi produire des effets négatifs sur le marché et sur la stabilité, ce qui pourrait

signifier que les jeunes diplômés ne pourront pas avoir accès au micro-crédit à moyen terme si leur profil de risque financier est au-dessus du plafond réglementaire.

Toutefois, un tiers des jeunes travailleurs indépendants sont en prise avec le fardeau de la bureaucratie, y compris les coûts, les difficultés et les retards inhérents à l'obtention des licences nécessaires. L'enquête sur la jeunesse rurale constate que la bureaucratie représente un défi majeur pour plus d'un tiers des jeunes travailleurs indépendants dans la région côtière (34,6%), plus d'un tiers dans le Sud (36,7%), et plus d'un quart à l'intérieur (26,9%), comme il l'est démontré dans le graphique 4.15. Surtout pour les petites entreprises, la bureaucratie représente un lourd fardeau parce que ces entreprises manquent généralement de moyens pour embaucher du personnel qualifié pour traiter les questions administratives. En conséquence, la lourdeur bureaucratique incite les petites entreprises à rester informelles. Autrement dit, le fardeau bureaucratique impose une taxe de facto sur la compétitivité des entreprises, et les force à utiliser le crédit informel et de travailler sans License.<sup>50</sup> Ces résultats ont été confirmés par la récente Évaluation du Climat d'investissement en Tunisie qui indique que les entreprises dépensent environ 13% des ventes annuelles pour répondre aux questions de réglementation.<sup>51</sup> Cette dépense révèle le coût cumulatif d'interagir avec l'administration y compris le temps pour rester dans la conformité.

Poussé par l'informalité, de nombreux jeunes travailleurs indépendants exploitent leur entreprise dans des endroits



défavorables pour éviter les amendes et les extorsions de fonds, un peu comme le jeune homme indépendant de l'intérieur de la Tunisie qui a déclenché le printemps arabe. L'emplacement de leur entreprise est la principale préoccupation chez la moitié des jeunes de travailleurs indépendants dans les gouvernorats du Sud (49,9%), suivie de (43,9%) dans la région de l'intérieur, et de (26,4%) dans la région côtière, comme indiqué dans le graphique 4.15. La recherche qualitative met en évidence les jeunes qui tentent d'éviter des problèmes avec les forces de l'ordre, ce qui peut résulter à des amendes ou demandes de corruption. Beaucoup de jeunes travailleurs indépendants, particulièrement les vendeurs de rue mobiles et autres micro-entreprises plus flexibles choisissent par conséquent, de travailler dans des endroits éloignés de la base de leur clientèle. Cette question cruciale est au cœur de cette réglementation et de ces règles conçues sous l'ancien régime et qui visaient principalement les grandes entreprises. La vulnérabilité qui en résulte pour les jeunes indépendants est une question qui doit être abordée en priorité, et pas seulement parce qu'elle a sans doute déclenché le printemps arabe dans la région.<sup>52</sup>

Une formation commerciale supplémentaire et un meilleur accès à l'information de l'entreprise seraient utiles à de nombreux jeunes indépendants. Les résultats de l'enquête démontrent que « l'accès limité à l'information », ainsi que « le besoin de formations supplémentaires en compétences » sont en train de retenir les jeunes travailleurs indépendants (voir graphique 4.15). La formation en entreprise est un domaine d'investissements important pour les jeunes, qui peut être dynamisé grâce à des partenariats public-privé, et qui a le potentiel de renforcer les économies locales et de créer des emplois pour les jeunes.

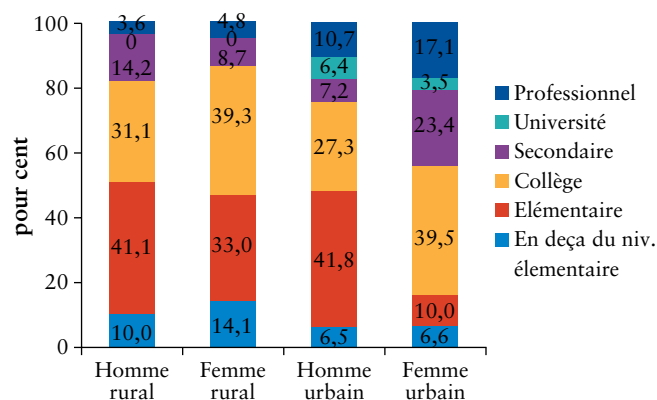
### Niveaux de Compétences des Jeunes Indépendants

Les niveaux d'éducation des jeunes indépendants sont très faibles, et la plupart n'ont pas terminé leur éducation secondaire. Les niveaux d'éducation sont les plus faibles dans les zones rurales où la plupart des jeunes indépendants (83,0%) quittent l'école avant d'avoir atteint l'enseignement secondaire. Environ un sur 10 jeunes indépendants en Tunisie rurale n'ont aucune éducation formelle (voir graphique 4.16). Dans les zones urbaines, les niveaux d'éducation sont en moyenne légèrement plus élevés, bien que certains diplômés universitaires exploitent des petites entreprises en zones urbaines, en particulier les jeunes hommes (6,4%). Dans l'ensemble, il semble que l'auto-emploi est principalement poussé par l'exclusion économique créée par le manque d'opportunités d'emploi, particulièrement chez les jeunes ayant un faible

niveau d'éducation. Ces résultats sont également soutenus par une analyse de régression de l'auto-emploi qui montre que le manque d'éducation secondaire et tertiaire sont des facteurs clés qui augmentent les probabilités de devenir travailleur indépendant (voir graphique 4.7).

La plupart des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs à faible productivité et aux rendements économiques limités. Cependant, 30-40% des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs à haute productivité, ce qui démontre le potentiel de l'entrepreneuriat.<sup>53</sup> Les secteurs à faible productivité sont caractérisés par de faibles retours sur les investissements, ce qui limite la capacité des jeunes entrepreneurs à obtenir les ressources nécessaires pour se grandir et se développer. De nombreuses entreprises dans des secteurs à faible productivité ont des difficultés d'expansion au-delà des petites ou moyennes entreprises. Même si certaines entreprises à faible productivité parviennent à survivre à relativement long terme, elles ont tendance à faire face à de nombreux défis et souffrent des faibles rendements. En Tunisie rurale, 67,5% des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs à faible productivité : 57,3% dans les zones urbaines (voir graphique 4.17). Néanmoins, les données de l'enquête montrent que, même si près de 90% des jeunes entrepreneurs ne sont pas qualifiés, environ 30-40% de leurs entreprises opèrent dans les secteurs productifs. Bien que les activités commerciales spécifiques n'aient pas été abordées dans l'enquête, il semble que près d'un tiers des entreprises qui sont dirigées par de jeunes tunisiens sont dans des domaines à fort potentiel de croissance.

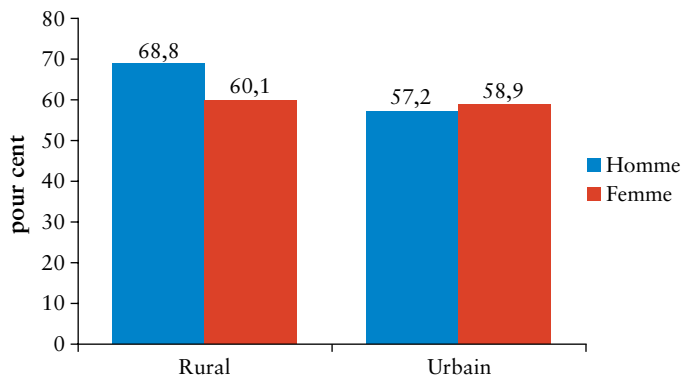
Graphique 4.14 : Entrepreneuriat des jeunes par l'éducation



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte et exclut ceux inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

**Graphique 4.15 : Entreprenariat des jeunes dans des secteurs à faible productivité**



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte.

La moitié des jeunes entrepreneurs exploitent de petites entreprises dans le secteur des services, y compris les technologies de l'information et de la communication : 45,4% en milieu rural, 52,1% en milieu urbain (voir graphique 3.18). La priorisation des services est importante pour la croissance future, puisque les services constituent l'épine dorsale des économies modernes et sont essentiels pour la croissance endogène. Un nombre croissant de jeunes entrepreneurs surtout urbain en Tunisie, ciblent l'internet et les utilisateurs de smartphone. Cette jeune vague d'entrepreneurs ont un énorme potentiel en raison de l'environnement de haute productivité dans laquelle ces entreprises opèrent, ce qui permet la rapide croissance de l'entreprise et la création d'emplois. La polyvalence de nombreux produits de technologie de l'information (TI) favorise l'exportation. Les exemples les plus courants sont les applications de smartphone, qui peuvent être vendus dans le monde entier. Les entreprises de technologie ont commencé à surgir partout dans la région MENA.<sup>54</sup>

La technologie moderne rend plus facile pour les jeunes femmes de se lancer dans les affaires et de générer des revenus. Travaillant majoritairement en arabe, les entreprises de technologies appartenant à des femmes aident les familles à atteindre un équilibre la vie professionnelle et la vie personnelle, offrent des plates-formes de collaboration, et vendent des produits aux femmes. Néanmoins, les défis demeurent car il est plus difficile pour les jeunes femmes d'obtenir des crédits qu'il ne l'est pour les hommes, et les femmes sont également restreintes par les normes sociales. L'internet ouvre l'esprit des jeunes aux possibilités qui existent et les entreprises dirigées par des jeunes tunisiens deviendront importantes dans ce domaine.

Dans les zones rurales, 36,4% des jeunes entrepreneurs travaillent dans l'agriculture et l'agro-alimentaire, 10,8% dans les zones urbaines. Le secteur agricole a un potentiel important pour les jeunes entrepreneurs. Néanmoins, la recherche qualitative souligne que les aspirations des jeunes entrepreneurs à développer les fermes familiales sont souvent étouffées en raison d'un manque de financement

*Ce serait bien de pouvoir offrir du travail aux gens d'ici et de participer ainsi au développement du village, mais les conditions sont difficiles. Pour obtenir un crédit, il faut mettre sa propriété en garantie, ou ses propres fonds. Mais nous sommes pauvres. Jeune homme ayant abandonné l'école, Mahdia (Côte de Tunisie)*

Un jeune sur cinq entrepreneurs urbains travaille dans le secteur manufacturier et dans les industries (20,9%), comparativement à seulement 7,9% des entrepreneurs ruraux. Cette différence est le reflet de la disparité des investissements entre les régions rurales et urbaines en Tunisie et qui est à la base des niveaux élevés de chômage et d'inactivité en Tunisie rurale.<sup>55</sup>

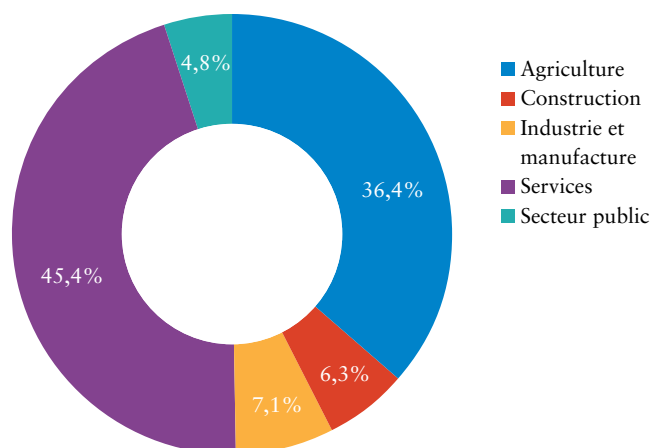
### **Jeune Entreprenariat : Défis et Opportunités d'Investissement**

*Il est réconfortant, particulièrement pour une jeune femme, de travailler pour son propre compte. Personnellement, je déteste avoir un patron. J'ai travaillé dans un nettoyage à sec, dans une compagnie de taxi, et comme vendeuse dans une boutique. Dans chaque cas, il y avait énormément de pression...et pas de compassion. Ça été un choc pour moi de travailler dans de telles circonstances. A présent, je travaille pour mon compte après avoir été au chômage pendant deux ans et subi la pression de la part de ma famille. Jeune femme au chômage dans le secteur informel, Tunis. (Côte de Tunisie)*

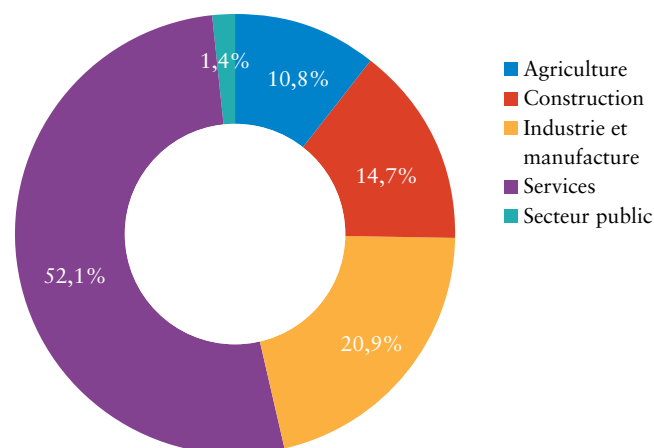
Les jeunes entrepreneurs de Tunisie pourraient bénéficier de centres locaux d'innovation pour créer un environnement propice aux affaires et aider les entrepreneurs informels à s'établir officiellement. De nouveaux pôles d'innovation et des parcs informatiques, y compris les groupes d'entreprises et des espaces de travail qui créent régulièrement des startups compétitives avec ses investisseurs commencent à avoir du succès, ce qui inspire les jeunes entrepreneurs.<sup>56</sup> Les réseaux en ligne aident à rassembler les gens et offrent des formations et du mentorat additionnel pour les jeunes entrepreneurs, en particulier dans les zones rurales où des réunions et des formations en personne sont coûteuses à organiser.<sup>57</sup>

Graphique 4.16 : Entrepreneuriat par secteur

## a. Rural



## b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte.

La formation en ligne peut aider les jeunes travailleurs indépendants à acquérir les compétences qui ne sont pas enseignées dans les écoles et les universités.<sup>58</sup> En enseignant des compétences en affaires, finance, marketing et les langues, comme l'anglais et le français, les plates-formes en ligne offrent une solution de l'aval en amont. Les plates-formes, y compris MobiWorks, MobiSouk, et Ta3mal aident pour surmonter les faiblesses structurelles du système éducatif de la Tunisie, qui produit trop peu de diplômés en sciences, mathématiques, informatique pour une économie moderne.<sup>59</sup> L'apprentissage en ligne peut apporter une éducation de qualité à un plus grand nombre de personnes, y compris des adultes, et en particulier les jeunes femmes. Toutefois, la fracture numérique – faible accès à l'internet dans les zones rurales – peut être un obstacle à la formation en ligne.

## Notes

1. Banque mondiale. 2013 Réduire L'Écart Spatial : Résultats du marché de l'Emploi dans les Régions Urbaines en Tunisie. Washington, DC.
2. L'emploi est défini comme un travail rémunéré. Les résultats quantitatifs sont fondés sur les questions de l'enquête sur l'histoire récente de l'emploi.
3. Ces statistiques sur l'emploi ne tiennent pas compte des jeunes inscrits dans des programmes d'éducation ou dans des formations.
4. L'analyse de régression indique simultanément des différences d'âge, de niveau d'éducation, la situation des parents, et les disparités régionales. Le caractère endogène de la variable suggère de ne pas donner trop d'importance aux valeurs des coefficients liés à la richesse des ménages.
5. Banque mondiale. 2013. Réduire l'Écart Spatial.

6. “La Géographie Sociale et politique de la Révolution Tunisienne : La Révolution de l'Alfa.” *La Revue de l'Économie Politique Africaine* 38 (129) : 467-479. Le terme «révolution de jasmin» est sans doute un abus de langage, car il fait référence à une plante qui pousse dans la région côtière relativement luxuriante et prospère du Nord. Au lieu de cela, Ayeb fait valoir que la Révolution Alfa serait un meilleur terme, du fait que c'est une plante qui pousse dans la région intérieure de la Tunisie.

7. Daniel Egel and Malek Garbouj. 2013. *Les Moteurs Socio-économiques de la Propagation de la Révolution Tunisienne*. RAND Corporation et l'Institut des Hautes Études, Genève, mimeo.

8. Le concept de la famille directe comprend les enfants, les époux, et les parents du chef de famille.

9. Ce constat est aligné sur le récent Rapport de Développement 2013 de la Banque mondiale sur l'égalité des genres dans la région MENA : *Banque mondiale. 2013 Ouverture : Égalité entre les Genres et le Développement au Moyen-Orient et Afrique du Nord*. Washington, DC. Ces conclusions sont appuyées par les résultats de l'analyse de régression, étayées dans les différentes formes du rapport sur l'emploi dans l'annexe 4.

10. L'enquête comportait la question suivante : “Pensez-vous que les femmes qui cherchent du travail sont confrontées à la discrimination?”

11. Banque mondiale. 2011. *Égalités des Genres et Développement, Rapport Mondial de Développement 2012*. Washington, DC.

12. Il y a une discussion en faveur des contrats à durée déterminée, puisqu'une plus grande flexibilité permettrait aux employeurs d'embaucher davantage de jeunes. Cependant, sans accès à la sécurité sociale, les contrats à durée déterminée sont largement perçus par les jeunes comme de l'exploitation.

13. Voir graphique 3.2 sur les Types de Contrat des Travailleurs Adultes (30-59 ans).

14. Banque mondiale. 2013. *Créer de Bons Emplois en Tunisie : Revue des Résultats du Marché du Travail, Contraintes, et Institutions en Tunisie, Rapport sur la Situation pour la Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*. Washington, DC.

15. Ibid. Bien qu'à l'origine, elle était destinée à protéger les travailleurs, on peut faire valoir que la réglementation du travail a favorisé l'informalité. Pour permettre une plus grande flexibilité dans l'adaptation de la dotation à la conjoncture économique, les contrats à durée déterminée ont été introduits au début des années 2000. Les contrats à terme peuvent être utilisés pour embaucher des travailleurs sous contrats à court terme flexibles, qui sont renouvelables pour un maximum de quatre ans. Pour les travailleurs, ces contrats ne permettent que des améliorations limitées par rapport à l'emploi informel, puisque les deux sont caractérisées par une forte précarité de l'emploi. En outre, en raison de la flexibilité des contrats à durée déterminée, les entreprises ont tendance à éviter les contrats à durée indéterminée toute nouvelle recrue.
16. Ibid.
17. Pour une discussion approfondie sur les réformes suggérées du marché du travail, prière de voir le Rapport 2013 de la Banque mondiale *Créer de Bons Emplois en Tunisie*.
18. L'estimation Probit comprend des indices pour les différences d'âges, de niveau d'éducation, de situation parentale, et des disparités régionales.
19. 15-24 ans. UNICEF. 2012. Statistiques de la Tunisie.
20. 15-25 ans. Le nombre total d'étudiants est prévu d'atteindre 449,000 en 2014. Source : Voir Haouas, Sayre, et Yagoubi. 2012.
21. Ibid.
22. Banque mondiale. 2008. *La Route non Empruntée : Réforme de l'Éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, MENA Rapport de Développement, Washington, DC.
23. Comme précédemment, le modèle a des contrôles pour le genre, l'âge, la situation des parents, et de la région. Une fois de plus, le caractère endogène de la richesse peut jouer un rôle. Cependant, l'importance et la force de la relation, ainsi que le faible rôle joué par la richesse dans la détermination de l'emploi, suggère que la richesse de la famille joue un rôle clé.
24. TIMSS. 2007. Tendances dans les Études Internationales de Mathématiques et des Sciences. Chestnut Hill, MA : Boston College.
25. Haouas, Sayre, et Yagoubi. 2012.
26. IFC. 2012. Éducation pour l'Emploi : Réaliser le Potentiel de la Jeunesse Arabe, Washington, DC.
27. Ibid.
28. OCDE. 2012. *Meilleures Compétences, Meilleurs Emplois, Meilleures Vies : Approche Stratégique aux Politiques de Compétences*. Paris, OCDE.
29. Ibid.
30. Banque mondiale. 2014. *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*. Washington, DC.
31. Dans ce rapport, la productivité est classée par secteur. Les secteurs ayant principalement des entreprises de haute productivité incluent le commerce, les communications, le tourisme (hôtels et restaurants), les banques et les assurances, les services sociaux et culturels, et les services immobiliers. Les secteurs ayant en majorité des entreprises à faible productivité sont comprenant des activités économiques, par exemple, l'agriculture et la pêche, l'industrie alimentaire, les matériaux de construction, la céramique et le verre, la mécanique, la chimie et les industries électriques, les industries du textile et de chaussures, d'autres industries, la construction et les travaux publics, les mines et l'énergie, le transport, la réparation et la fabrication.
32. Voir graphique 3.6 sur l'Emplois des Adultes dans les Secteurs à Faible Productivité Banque mondiale. 2014. *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*, Washington, D.C.
33. Banque mondiale. 2014. *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*. Washington, DC.
34. Les emplois qualifiés sont définis comme ceux nécessitant au moins un diplôme de l'enseignement secondaire ou une formation professionnelle. Pour une analyse plus détaillée, se référer à la Revue des Politiques de Développement de la Tunisie, Banque mondiale. 2014. Washington, DC.
35. Pour une analyse plus détaillée, se référer à la Revue des Politiques de Développement de la Tunisie, Banque mondiale. 2014. Washington, DC.
36. Pour de nombreux jeunes, en particulier ceux qui sont encore à l'école ou qui s'intéressent à la recherche sur le marché du travail, un emploi à temps partiel peut être un choix optimal et doit être encouragé. Cependant, la recherche qualitative montre que la majorité des jeunes ne choisissent pas le travail à temps partiel.
37. Basé sur les données du Gallup dans le rapport de l'OCDE 2012. *Perspectives Économiques Africaines : Promouvoir l'Emploi des Jeunes*. Paris.
38. Seulement 4,3% en milieu rural et 2,2% des jeunes tunisiens en milieu urbain souhaitent travailler dans le secteur public.
39. Rapport de Oxford Business Group. 2009 L'agriculture pourrait devenir une source importante de croissance et d'emploi pour les jeunes, en particulier dans les zones du nord fertiles de la Tunisie. Soutenir la production des cultures à haute intensité de main-d'œuvre pour les nombreux petits agriculteurs dans les zones de l'intérieur pourrait également contribuer à réduire les disparités régionales. De plus, la Tunisie pourrait tirer parti des zones dites d'exportations agricoles vers l'UE, qui ne subventionne pas sa production de fruits et légumes.
40. ITEQ (Tunisian Institute of Competitiveness and Quantitative Studies). 2010. *Annual report on the competitiveness of the Tunisian economy*. Tunis.
41. Banque mondiale. 2013. *Pousser l'Intégration Mondiale de la Tunisie : les options de réforme dans le contexte de l'intégration profonde avec l'Union Européenne*. Washington, DC.
42. Le tourisme est inclus dans le secteur des services.
43. Tel que cité par Hernando De Soto, "Le Marché Libre Secret des Révolutions Arabes," *The Financial Times*, le 8 novembre, 2011.
44. Ibid. Banque mondiale. 2010. *Revue des Politiques de Développement : Vers une Croissance Poussée par l'Innovation*. Washington, DC.
45. WEF. 2011. *Rapport de Compétitivité Globale 2011-2012*, Forum Économique Mondial, Davos.
46. Jacob Korenblum. 2013. "Frustration, Témérité et la Chance : Comment les Startups des Jeunes Redéfinissent l'Entrepreneuriat." *Innovations*. (Septembre) : 49-54.
47. En plus du genre, le model Probit d'auto-emploi contrôle l'âge, la situation familiale, et la région.
48. Banque mondiale. 2013. *Évaluation du Climat des Investissement en Tunisie*. Washington, DC. L'évaluation conclut que le secteur bancaire de la Tunisie est relativement fragmenté, en dehors des trois grandes banques publiques, qui représentent près de 40% de toute l'activité financière. Malgré le grand nombre de banques, le niveau de concurrence dans le secteur bancaire tunisien est inférieur à la moyenne régionale, et manque d'institutions bancaires très compétitives et innovantes. En conséquence, le système bancaire tunisien a tendance à exclure les petites entreprises, et l'innovation des produits et la qualité des services sont généralement faibles.
49. Chapitre 5 présente une revue plus détaillée des programmes de micro-finance existants.
50. Hernando De Soto. 2012. *Les Racines Économiques du Printemps Arabe*. Lecture at the Council on Foreign Relations, le 23 avril, extrait, New York.

51. Banque mondiale. 2013. *Evaluation du Climat des Investissement en Tunisie*.
52. Hernando De Soto. 2012. *Les Racines Économiques du Printemps Arabe*.
53. Les secteurs à faible productivité sont l'agriculture et de la pêche, de l'industrie alimentaire, les matériaux de construction, céramique et verre, mécanique, chimique et des industries électriques, les industries du textile et de chaussures, d'autres industries, la construction et les travaux publics, les mines et l'énergie, le transport, la réparation et la fabrication . Les secteurs de haute productivité incluent le commerce, les communications, les hôtels et les restaurants, les banques et les assurances, les services sociaux et culturels, et les services immobiliers.
54. Christoph Schroeder. 2013. *La Montée des Startup : La Révolution Entrepreneuriale Réfaire le Moyen-Orient*. New York : Palgrave Macmillan.
55. Voir par exemple, Banque mondiale. 2013. *Bridging the Spatial Divide ; Banque mondiale. Development Policy Review : Towards Innovation Driven Growth*. Washington, DC.
56. Tunisia Live. 2012. "Business Incubator Boosts Entrepreneurial Talent in Tunisia."
57. Banque mondiale. 2013. "Études de Faisabilité : Micro-Travail pour les Territoires Palestiniens". Washington, DC.
58. G. La Cava, C. Rossotto, et C. Paradi-Guilford. 2011. "Les TIC pour les Jeunes dans la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : Politiques pour la Promotion de l'Emploi et de l'Intégration Sociale" Arab Brief, no. 1 (février). Banque mondiale, Washington, DC.
59. Pour plus de détails, consulté [www.ta3mal.org](http://www.ta3mal.org).